

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 4 FEVRIER 2015

L'an **DEUX MILLE QUINZE**

Le mercredi 4 février à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 28 janvier 2015

PRESENTS : (18) Mmes Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

ABSENT EXCUSE : (1) M. Eric GOUDONNET a donné pouvoir à M. Daniel DEBET

Secrétaire de Séance : Mme Géraldine VIRUMBRALES

ORDRE DU JOUR :

➤ **FINANCES**

- Rapport d'évaluation de transfert de charges 2014 ;
- Gratification des stagiaires ;
- Achat de jeux pour l'opération « Faîtes vos Jeux ».

➤ **URBANISME**

- Exonération de la taxe d'aménagement pour les abris de jardin ;
- Commission du groupe de travail en charge de la réalisation du PAVE.

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE **L'ARTICLE** **L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES** **TERRITORIALES**

Numéro	Objet
D 2014-119	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire (V. PAGE)
D 2014-120	Arrêté portant nomination des agents recenseurs du recensement de la population
D 2014-121	Arrêté d'opposition au transfert des pouvoirs de police « spéciale » du Maire au Président d'EPCI qui annule et remplace celui pris en date du 25 septembre 2014

D 2014-122	Arrêté réglementant le stationnement lors des marchés de Noël et de fin d'année
D 2014-123	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (B. ARNAUD)
D 2014-124	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (R. BENASSI)
D 2014-125	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (A. CAVARD)
D 2014-126	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (M. COUDRET)
D 2014-127	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (M. COUDRET)
D 2014-128	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (C. DESMOULINS)
D 2014-129	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (N. DEVAUTOUR)
D 2014-130	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (V. FILLON)
D 2014-131	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (V. FILLON)
D 2014-132	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (A. FIORAZZO)
D 2014-133	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (M. GIBEAUD)
D 2014-134	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (S. MOHEDANO)
D 2014-135	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (D. NAU)
D 2014-136	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (V. PAGE)
D 2014-137	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (J. RONDEAU)
D 2014-138	Arrêté portant reclassement indiciaire sans modification de durée de carrière (P. VIVIEN)
D 2015-01	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la Rue du 19 mars
D 2015-02	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit L'Etang sur la Rue du 19 mars
D 2015-03	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit Plibard
D 2015-04	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux d'implantation d'un poteau TELECOM sur la VC n° 23 au lieudit Hervé
D 2015-05	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Céline RASPAIL) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-06	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (S. FOUGOU)
D 2015-07	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (D. NAU)
D 2015-08	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire (V. PAGE)
D 2015-09	Arrêté de circulation des piétons pendant les travaux sur la toiture du bâtiment situé au n° 1 Rue de la Gare
D 2015-10	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail

D 2015-11	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-12	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-13	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (S. FOUGOU)
D 2015-14	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire (V. PAGE)
D 2015-15	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-16	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Jennifer CONSTANT) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-17	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (D. NAU)
D 2015-18	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (M. COUDRET)
D 2015-19	Arrêté portant nomination d'un adjoint technique de 2 ^{ème} classe/stagiaire de Valérie CARO
D 2015-20	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-21	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Jennifer CONSTANT) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-22	Contrats d'abonnement téléphonie mobile, abonnements et communications du 30 décembre 2014 signés avec CORIOLIS
D 2015-23	Contrat pour la vérification semestrielle des appareils de levage du 23 janvier 2015 signé avec DEKRA
D 2015-24	Lancement de la consultation pour la mission de prestation de service pour la réalisation du PAVE
D 2015-25	Lancement de la consultation pour une étude géotechnique
D 2015-26	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (D. NAU)
D 2015-27	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé maladie ordinaire (M. COUDRET)
D 2015-28	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Jean-François LAPEYRE) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-29	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Sarah ALONSO) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail
D 2015-30	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement (Jennifer CONSTANT) en vue de remplacer un agent en arrêt de travail

N° 20150204-01

RAPPORT D'EVALUATION DE TRANSFERT DES CHARGES 2014 : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE SAINT-SAVIN

Madame le Maire informe du rapport d'évaluation de transfert de charges de la Communauté de Communes du Canton de Saint-Savin pour l'année 2014.

Elle en expose le contenu et indique que le Conseil Municipal doit délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte le rapport d'évaluation des transferts de charges 2014, et mandate Madame le Maire pour adresser cette délibération à la Communauté de Communes.

Madame PICQ explique que la dotation de compensation qui nous est reversée est de 75 853 €. Elle a été perçue en 2014.

Vote Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

GRATIFICATION DES STAGIAIRES

Madame le Maire informe de la proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 22 janvier 2015 de gratifier les stagiaires selon certains critères :

- Le stage doit s'inscrire dans le cadre de la scolarité du jeune ;
- Le stagiaire ne peut percevoir une gratification qu'après avoir déjà effectué un 1^{er} stage au sein de la collectivité d'une durée minimum d'un mois consécutif ou pas ;
- Le stagiaire devra avoir donné entière satisfaction ;
- La gratification sera versée en fin d'année scolaire.

Pour les stagiaires répondant à l'ensemble des critères, la commission propose de leur verser une gratification d'un forfait de 100 € pour l'année scolaire.

Madame PICQ informe que depuis la rentrée 2014, 10 jeunes ont été accueillis ou vont être accueillis sur l'année scolaire 2014/2015.

Les stagiaires donnent souvent satisfaction d'où la reconduction de leur stage au sein des services de la collectivité. Souvent, ils pallient le remplacement de personnel et rendent ainsi service à la structure.

Cinq ont fait plus d'un mois de stage cumulé sur plusieurs périodes.

Monsieur MOULIN est d'accord sur le principe et propose que soit gratifié le jeune selon le rapport à la personne et le service rendu.

Madame PICQ propose de définir les règles à appliquer le plus équitablement possible.

Madame ANCELOT pense qu'il ne faut pas léser les jeunes qui viendraient plusieurs fois par petites périodes.

Monsieur COUSTAL informe que nous sommes la première collectivité à gratifier les stagiaires. Ce qui est bien et du coup propose de retenir pour percevoir une gratification au moins un mois de stage.

Madame BELLUE pense que le maître de stage doit donner son avis et être satisfait du travail effectué.

Madame PICQ indique que cela fait partie des critères. Elle précise qu'il s'agit ici de prendre une délibération de principe et qu'en fin d'année scolaire, il sera proposé au conseil municipal de prendre une délibération indiquant les stagiaires qui pourront bénéficier d'une gratification.

Ceci permet d'encourager les jeunes et de valoriser leur travail.

Le Conseil Municipal :

- Valide les critères proposés ci-dessus par la commission « Finances, Gestion du Personnel » ;
- Valide la gratification d'un forfait de 100 € aux stagiaires répondant aux critères.

Vote Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

ACHAT DE JEUX POUR L'OPERATION « FAITES VOS JEUX »

Madame le Maire informe de la demande du directeur de l'école élémentaire en date du 26 janvier dernier relative à l'organisation de la semaine de rencontres de jeux mathématiques concernant 31 classes du canton de Saint-Savin, dont l'école de Saint-Christoly de Blaye. Cette rencontre se déroulera du 9 au 13 février 2015.

A cet effet, il sollicite la commune pour l'acquisition de jeux pour un budget de 50 €.

Madame PICQ précise qu'il s'agit de la 3^{ème} année consécutive que cette opération se déroule, elle a été mise en place par le Réseau de Réussite Scolaire portée par Messieurs SAINT-GIRONS et OILLIC.

Cette contribution permet de récompenser les classes pour leurs efforts et leurs créations. Cette opération se déroulera à l'ALSH.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'attribuer 50 € pour l'acquisition de jeux ;

Vote Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150204-04

EXONERATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT POUR LES ABRIS DE JARDIN

Madame PICQ explique qu'après la décision du 7 novembre 2014, elle a reçu des observations de la DDTM le 19 décembre, demandant de délibérer sur un pourcentage d'exonération.

Monsieur MOULIN demande si les abris de jardin peuvent être construits dans une zone non constructible.

Madame PICQ répond qu'ils doivent être construits dans une zone constructible, sauf si attenants à une habitation.

Monsieur CADUSSEAU et Monsieur BERLINGER s'interrogent sur l'impact financier que cela représente pour la collectivité.

Madame PICQ informe que pour un abri de 6 m², la taxe est de 227 € environ.

Monsieur BERLINGER pense qu'il faut exonérer les surfaces de moins de 20 m² mais en maintenant la déclaration en mairie.

Madame PICQ précise que la Déclaration Préalable est obligatoire.

Elle donne lecture du projet de délibération :

Madame le Maire rappelle la délibération n° 20141127-06 du 27 novembre 2014 relative à l'exonération de la taxe d'aménagement pour les abris de jardin.

Madame le Maire informe du mail de la DDTM en date du 19 décembre 2014 dans lequel il est demandé au Conseil Municipal de fixer un pourcentage d'exonération mais aussi de supprimer la notion de surface non attenante à l'habitation.

Après discussion, le Conseil Municipal décide d'exonérer à 100 % les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

Vote Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150204-05

CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL POUR LA REALISATION DU PAVE

Madame le Maire rappelle la délibération du 27 novembre 2014 dans laquelle le Conseil Municipal décidait d'engager la démarche d'élaboration d'un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics.

Madame le Maire informe que la consultation pour la mission de prestation de service portant sur la réalisation du PAVE a été déposée sur la plateforme le 5 janvier dernier.

Les plis sont à déposer au plus tard le 5 février.

Elle indique qu'il convient de nommer les membres du Comité de Pilotage qui seront en charge du dossier.

Le Conseil Municipal nomme membres du Comité de Pilotage du PAVE :

- Mesdames MONTEIL, ELIAS, LAMEZAGUE, BERTRAND, CHAMBOUNAUD, BILLIER, ANCELOT, BERLEMONT, PICQ et Messieurs CHICHE, LALANDE, GRIVART, GOUDONNET, DEBET, MOULIN.

Vote Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

MOTION DE SOUTIEN A L'ACTION DE L'AMF POUR ALERTE SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ETAT.

Madame PICQ propose de prendre une motion de soutien à l'action de l'AMF sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat. Elle a assisté le 31 janvier à l'assemblée générale des Maires de Gironde. Elle explique que les collectivités perçoivent moins de dotations de l'Etat, mais sont obligées d'assumer les TAP, de se mettre en conformité avec les réglementations (plan accessibilité...). Elle indique que la Cour des Comptes demande aux collectivités de réduire leurs dépenses mais celles-ci ne sont pas superflues.

Monsieur MOULIN précise que lors du Conseil Communautaire de la CDC, il était le seul à s'opposer à la validation d'un prêt.

Madame PICQ précise que ce prêt était inscrit et prévu au budget.

Monsieur MOULIN pense que la seule marge de manœuvre pour les communes sera d'augmenter les impôts locaux.

Madame PICQ informe que la CDC travaille sur la mutualisation des services. Les compétences vont être transférées à la CDC, le Département est dépourvu de ses fonctions en faveur de la Région. On va vers la fin des communes. Elle donne lecture du projet de délibération :

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- De 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- Soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30 % de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources.

En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de Saint-Christoly de Blaye rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- Elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- Elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- Enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de Saint-Christoly de Blaye estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de Saint-Christoly de Blaye soutient les demandes de l'AMF :

- Réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat,
- Arrêt immédiat des transferts de charges et de mesures normatives, source d'inflation de la dépense,
- Réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales.

Vote Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 1 (Valérie CHAMBOUNAUD).

QUESTIONS DIVERSES

1°) Cérémonie de la Citoyenneté

Madame PICQ informe que la Préfecture nous recommande de ne pas organiser cette cérémonie cette année, car il y a des élections.

Monsieur MOULIN indique qu'il faut rester neutre, cette cérémonie est habituelle sur la commune donc pas de problème.

Monsieur COUSTAL trouve dommage que cette cérémonie sympathique et agréable ne soit pas organisée cette année car elle est bien perçue par les jeunes.

Madame PICQ propose de réfléchir pour les réunir lors d'une autre cérémonie (8 mai, 14 juillet...) avec la remise du livret du citoyen.

2) Achat d'une urne et d'un isoloir

Madame PICQ indique que nous avons le matériel nécessaire pour deux bureaux de vote.

3) Réunion des forains avec la Présidente du Comité des Fêtes

Le feu d'artifice sera tiré derrière les écoles, l'avis des pompiers sera demandé. Le terrain sera fauché et les voisins avertis.

Le tarif des droits de places reste inchangé, la collecte se fera le vendredi à l'ouverture de la fête foraine.

4) Vœux des élèves de CM2

Madame le Maire donne lecture des cartes de vœux à l'intention des élus.

Madame le Maire indique que la commission des écoles devra élaborer un PEDT (plan éducatif territorial) qui permettra de rassembler l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation. Il faut se renseigner sur la date de mise en place auprès de l'inspection académique.

5) Invitation exposition

Madame Le Maire rappelle le vernissage de l'exposition photographique « Eric Tabusteau » vendredi 6 février à 18 h30.

Pour le spectacle du 28 février au Vox « Aurore Kimberlay », des flyers et des affiches sont à distribuer sur les marchés des environs.

6) Madame PICQ informe que la CDC souhaite installer une scène mobile sur le site des lacs du Moulin Blanc. Une demande d'autorisation a été adressée à la Commune, les installations nécessitant des autorisations d'urbanisme se font à la Mairie.

Concernant la gestion du site, Mme le Maire a adressé un courrier à la CDC leur demandant de l'informer de toutes les manifestations qui y seront organisées, celles-ci relevant également de son pouvoir de police.

M. Emmanuel MOULIN demande si le site se trouve en zone constructible ?

Mme PICQ lui répond que non, il peut y avoir des dérogations pour raison de service public. Un technicien de l'IDDAC se rendra sur place pour étudier la faisabilité.

La manifestation « Samedi au Lac » serait organisée chaque samedi.

7) Madame PICQ informe du passage de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité à la Salle Vox, un avis favorable a été donné pour exploiter la salle. Des consignes de sécurité devront être respectées : contrôle des installations tous les 3 ans, deux personnes formées sur site pour évacuer les spectateurs en cas de problèmes, ne pas fermer la porte au niveau de la billetterie pendant les spectacles.

8) Monsieur Jean-Marie MACEIRA précise que pour le vernissage de l'exposition photographique « Eric Tabusteau » quatre viticulteurs seront présents.

9) Madame Martine GABISON souligne que les enfants du Conseil Municipal Enfants sont trop jeunes et qu'il est donc compliqué de gérer les séances, elle propose de se tourner vers des jeunes ados pour le renouvellement en janvier 2016 et envisager une réflexion pour savoir comment les toucher (médias, associations...).

Madame Stéphanie BAUDE propose de créer un groupe de travail et de garder les enfants des classes de cm1 et cm2.

10) Madame Le Maire souhaite revenir sur les opérations comptables sur lesquelles M. Christian COUSTAL avait réagi lors du précédent conseil municipal concernant l'achat d'un lave-vaisselle et des travaux de voirie. Après vérification auprès du Trésorier, aucune erreur comptable n'a été constatée.

Le Trésorier encourage à rester sur une globalité en continuant à utiliser les opérations avec des crédits suffisants, c'est cependant moins transparent que la façon dont Sonia le note sous forme d'opération.

M. Christian COUSTAL indique qu'il y a énormément de choses en terme de comptabilité publique.

Monsieur Emmanuel MOULIN ne trouve pas aberrant de faire une dizaine de délibérations modificatives.

Madame Stéphanie BAUDE souligne que M. COUSTAL a été très incisif et nous a accusés. On travaille ensemble, le but est de procéder sagement.

Monsieur Christian COUSTAL rappelle que pour l'emprunt le placement était possible.

Madame Murielle PICQ lui répond oui, avec un taux à 0 %, ça ne servait à rien.

Madame PICQ rappelle que le dernier compte-rendu a été adopté et signé, elle relit le passage où est retranscrite l'intervention de M. COUSTAL.

M. Christian COUSTAL rétorque qu'on aurait dû inscrire ces dépenses au budget 2015 et attendre pour changer le lave-vaisselle, la vaisselle pouvait se faire à la salle Courade.

Fin de la séance à 23 h

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES

Le Maire,
Murielle PICQ.